

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

Procès – Verbal

COMITÉ SYNDICAL DU 28 MAI 2025

Convocations adressées le : Lundi 12 mai 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07 (délibération 01) 08 (délibérations 02 à 10)

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 02

Nombre de pouvoirs attribués : 01

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10 (délibération 01) 11 (délibérations 02 à 10)

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ; Laurent RAYMOND (délibérations 02 à 10).

Suppléants à voix délibérative :

Evelyne DUPUY ; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Néant.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Christophe BOULANGER pour Emmanuel DENIS.

Absents excusés :

Emmanuel DENIS ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Alain BENARD.

Le Comité Syndical a débuté ses travaux à 17 heures.

❖ ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 23 AVRIL 2025

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 23 avril 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter le procès-verbal du Comité syndical du 23 avril 2025.

Le Comité syndical a acté à l'unanimité.

❖ ATTRIBUTION CONCESSION DE MOBILIER URBAIN

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération du 08 novembre 2023, le Comité syndical a décidé d'approuver le principe de la concession de services pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien du mobilier urbain et de constituer un groupement d'autorités concédantes entre le Syndicat des Mobilités de Touraine et les communes de Tours, Joué-lès-Tours, la Riche et Saint-Cyr-sur-Loire.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a été désigné coordonnateur de ce groupement et était chargé à ce titre de l'organisation de l'ensemble des opérations de mise en concurrence et de sélection du concessionnaire telles que prévues aux articles L.1410-1 à 3 et L.1411-5, L.1411-5-1, L.1411-9 et L.1411-18 du Code général des collectivités territoriales et du titre II du Livre I de la troisième partie du Code de la commande publique.

Le document-programme de la concession prévoyait l'équipement en mobiliers publicitaires et non publicitaires implantés sur le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine et des villes de Tours, Joué-lès-Tours, la Riche et Saint-Cyr-sur-Loire.

Par un avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication le 10 avril 2024, le Syndicat des Mobilités de Touraine a engagé une procédure de concession pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains au nom du groupement d'autorités concédantes. La date limite de réception des candidatures était fixée au 17 avril 2024 à 16h00.

Les candidats suivants ont remis un dossier de candidature dans les délais impartis :

La société **CITIZ MEDIA** (anciennement CLEAR CHANNEL)

La société **PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE**

La société **EXTERION MEDIA**

La société **GIROD PHILIPPE**

La société **JCDECAUX FRANCE**

La Commission de concession réunie le 10 juin 2024 a procédé à l'analyse des cinq candidatures réceptionnées et a admis les cinq candidats à présenter une offre, auxquels le dossier de consultation a été adressé le 25 juillet 2024. La date limite de réception des offres était fixée au 29 novembre 2024 à 16h00.

Seule la société JCDecaux a remis une offre initiale.

La commission de concession s'est réunie le 05 février 2025 et a rendu un avis favorable, sur la base duquel les membres du groupement ont décidé d'entrer en négociation avec le soumissionnaire.

La réunion de négociations s'est tenue le 26 février 2025.

A la suite de celle-ci, une note de cadrage a été transmise au soumissionnaire demandant de remettre une offre finale pour le 21 mars 2025 à 12h00.

A l'issue de l'analyse de l'offre finale, la société JCDecaux a été classée en première position conformément aux critères de choix suivants par ordre décroissant d'importance :

Critère technique :

- Qualité technique des mobiliers : durabilité, solidité, robustesse des matériaux, maintien dans le temps, esthétisme du mobilier (design, innovation, cohérence visuelle...) ;
- Pertinence de la proposition d'implantation : délais, planning, déploiement, qualité de la procédure de montage, organisation et méthodologie pour la gestion technique du parc de mobiliers (pose, déplacement, dépose) ;
- Modalités d'entretien et de maintenance des mobiliers : moyens matériels et humains mis à disposition, réactivité en cas d'urgence, délais d'intervention, organisation et suivi ;
- Performance environnementale : notamment économies d'énergie, optimisation des opérations d'entretien et de maintenance, réemploi de matériaux, emploi de matériaux reconditionnés, recyclage des matériaux en fin de vie, gestion des déchets, consommation électrique des équipements, la gestion de l'eau.

Critère financier :

- Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel ;

- Intéressement de l'Autorité concédante à la performance du contrat ;
- Montant total du Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Qualité de la relation partenariale proposée : modèle de rapport annuel du concessionnaire, périodicité des réunions et de transmission des informations.

Au vu de l'analyse des offres finales réalisée au regard des critères de jugement des offres sus mentionnés, Monsieur le Président il est proposé au Comité Syndical :

- De retenir comme concessionnaire le candidat JC DECAUX,
- D'approuver le contrat de concession et l'ensemble de ses annexes tels que résultant de la négociation avec ledit candidat,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat de concession et ses annexes,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la délibération qui sera prise.

Madame Soazic LE GUEN, Directrice du Syndicat des Mobilités de Touraine, a précisé que les abris sont installés et entretenus par la société JC DECAUX. Monsieur Christophe BOULANGER a ajouté que cette concession permettra de financer les abris de la deuxième ligne de tramway ainsi que ceux du BHNS, grâce aux recettes publicitaires.

Monsieur Franck MAZET a demandé quelles communes avaient déjà délibéré. Monsieur Christophe BOULANGER a répondu que les communes de La Riche et de Tours l'avaient fait, tandis que celles de Saint-Cyr-sur-Loire et de Joué-lès-Tours doivent encore le faire.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver le choix du concessionnaire et l'attribution du contrat de concession d'une durée de 15 ans pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des mobiliers urbains pour le Syndicat des Mobilités de Touraine à la société :

Société JCDECAUX

17 rue Soyer

92200 Neuilly-sur-Seine

- d'autoriser les termes du contrat de concession, tels que présentés ci-dessus et dans le rapport joint à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer le contrat de concession ainsi que tous les documents associés avec la société JCDECAUX.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION DE MANDAT AU SIEIL RELATIVE A L'ORGANISATION DE LA PROCEDURE D'APPEL A INITIATIVE PRIVEE (AIP) POUR LE DEPLOIEMENT DES INSTALLATION DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE).

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a donné lecture du rapport suivant :

Tours Métropole Val de Loire a transféré sur l'ensemble du territoire métropolitain, par les délibérations successives des 12 décembre 2016 et 25 septembre 2017, la compétence de « création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » au SIEIL.

Le CG3P, en son article L2122-1, impose l'organisation d'une procédure de sélection préalable comportant des mesures de publicité lorsqu'est prévue l'attribution d'une convention d'occupation du domaine public (CODP) en vue d'une exploitation économique.

Le SIEIL a élaboré le Schéma Directeur de Développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (SDIRVE) départemental sur la période d'avril 2023 à décembre 2023, conformément à l'article R.353-5-6 du Code de l'Énergie. L'ambition de cette démarche concertée a permis de dresser un diagnostic sur les offres IRVE ouvertes au public déployées sur le territoire et des pistes d'actions pour réussir la transition vers une mobilité décarbonée par la massification de l'électromobilité sur le territoire départemental d'Indre-et-Loire.

Le SDIRVE a été approuvé par la délibération n°2023-94 du Comité Syndical du SIEIL du 12 décembre 2023 et validé par la Préfecture d'Indre-et-Loire le 18 janvier 2025.

Une des principales actions mises en avant par le SDIRVE concerne le lancement d'un Appel à Initiative Privée (AIP) sur le domaine public afin d'assurer une dynamique d'équipement du territoire à moyenne échéance et un maillage des bornes rationnel, en termes de localisation et de puissance.

Cette procédure d'AIP, définie par l'article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, impose une publicité et une mise en concurrence en matière d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique.

Le SIEIL propose que cette AIP soit mutualisée à l'échelle de notre département et qu'il soit autorisé à lancer cette procédure au nom et pour le compte de ses collectivités membres.

En effet, cette procédure complexe est importante pour le développement de l'électromobilité dans notre département. Elle donnera lieu à l'attribution d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 17 ans à partir de la notification d'attribution de l'AIP, les deux premières années étant consacrées au déploiement des bornes et les quinze suivantes à leur exploitation et leur maintenance.

Les missions confiées au SIEIL incluent :

- La rédaction des éléments nécessaires à la mise en concurrence, notamment les avis de publicité et le dossier de consultation des candidats (règlement de consultation, projet de convention d'occupation du domaine public, etc.) ;
- La réalisation des opérations de publicité de la procédure d'attribution ;
- La mise à disposition gratuite du dossier de consultation auprès des candidats ;
- Le suivi des questions/réponses posées par les candidats ;
- La réception des candidatures et des propositions ;
- L'organisation de l'ensemble des opérations d'analyse des candidatures et des propositions ;
- La rédaction des rapports d'analyse des candidatures et des propositions ;
- La sélection des candidatures et des propositions ;
- Le cas échéant, l'organisation des négociations avec les candidats ;
- La rédaction d'un rapport d'analyse des propositions finales avec classement des propositions au regard des critères définis par le règlement de consultation, afin que vous puissiez émettre un avis sur l'attribution de l'AIP sur votre territoire ;
- L'information des candidats non retenus et de l'attributaire ;
- La mise au point de la convention d'occupation du domaine public ;
- L'envoi de la convention d'occupation du domaine public pour signature par la commune ;
- La publication de l'avis d'attribution.

Cette mission exercée par le SIEIL en tant que Mandataire ne donnera pas lieu à rémunération.

De manière à garantir l'attractivité du déploiement des IRVE sur le territoire métropolitain, l'appel à initiative privée est découpé en 4 lots (carte en annexe). Le Lot

1 concerne le périmètre de la métropole et les espaces publics de compétence de Tours Métropole Val de Loire (TMVL) et du Syndicat des Mobilités de Touraine (SMT).

L'AIP reprendra les dispositions présentées en conférence des Maires le 15 avril 2024 et les orientations souhaitées par les élus métropolitains à différents moments d'échanges, tels que :

Le SIEIL assurera la composition du jury de recrutement du candidat pour le Lot 1, intégrant des élus et techniciens du Syndicat des Mobilités de Touraine.

L'AIP intégrera les dispositions suivantes :

- Les IRVE pourront se déployer uniquement sur les espaces publics de TMVL et du SMT dans le périmètre de la métropole, hors parkings en ouvrage.
- Chaque commune de TMVL sera dotée au moins d'une borne de recharge (une borne = 2 points de charge).
- Dans les périmètres des villes urbaines denses (Tours-Joué-lès-Tours, Chambray, Saint-Avertin, Saint-Pierre-des-Corps, La Riche...), il sera privilégié un déploiement groupé des bornes de recharge de type station-service électrique.
- La proposition intégrera les dispositions prévues pour assurer la rotation des véhicules et éviter le stationnement longue durée sur les bornes de recharge, (éviter les voitures «ventouses»).

Il a été proposé au Comité syndical :

- de considérer les préconisations du SDIRVE de lancer un appel à initiative privée (AIP) après son approbation par les instances préfectorales,
- de considérer la mission exercée par le SIEIL en tant que Mandataire ne donnant pas lieu à rémunération,
- de considérer que l'occupation domaniale donne lieu au paiement d'une redevance au profit du gestionnaire des espaces du domaine public en fonction des espaces occupés (TMVL ou SMT),
- de préciser que le Syndicat des Mobilités de Touraine donne mandat au SIEIL pour organiser la procédure d'Appel à Initiative Privée pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables dans son périmètre,
- de préciser que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Président du SIEIL pour information du Comité Syndical.
- d'approuver les termes de la convention de mandat pour confier au SIEIL la conduite de l'Appel à Initiative Privée (AIP) pour le déploiement d'installations de

recharge pour véhicules électriques (IRVE) dans le territoire de Tours Métropole Val de Loire,

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité, à signer toutes les pièces afférentes à cette délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION POUR LA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DU SERVICE D'AUTOPARTAGE CITIZ POUR L'ANNEE 2025

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le service d'autopartage de la métropole tourangelle a été créé en avril 2012 à l'initiative du SITCAT. Opéré par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CITIZ DEVELOPPEMENT, il propose à ce jour 22 véhicules en autopartage, répartis sur 12 stations.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire et des communes de Vouvray, Vernou-sur-Brenne et La Ville-aux-Dames.

La Loi d'Orientation des Mobilités lui confie le soin de construire des solutions de mobilités diversifiées à l'échelle de son périmètre, et lui permet de contribuer au développement des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (autopartage et covoiturage). Conformément au Plan de Déplacements Urbains, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite inciter à l'usage raisonné de l'automobile en promouvant l'autopartage sur son territoire.

En 2024, le Syndicat des Mobilités de Touraine a ainsi octroyé une subvention de 30 000 € à la SCIC CITIZ Développement pour doubler la station Jaurès, déplacer la station gare de Tours, compléter la diversification du parc avec l'achat d'un véhicule familial 7 places et renouveler le parc existant (2 véhicules). Le bilan de cette convention figure en annexe de la présente délibération.

L'opération ayant permis de développer le service d'autopartage, le Syndicat des mobilités souhaite poursuivre la promotion du service CITIZ sur son territoire.

Au titre de l'année 2025, la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT, au travers de l'opération « Développement du service d'autopartage CITIZ » a pour objectif de rénover et compléter le réseau de stations et de véhicules CITIZ : création d'une nouvelle station rue des Minimes (2 véhicules), extension de la station Gare de Saint-Pierre-des-Corps (+ 1 véhicule), renouvellement de 2 voitures.

Afin d'accompagner le développement du service d'autopartage CITIZ, il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de 50.000 € HT à SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT pour l'année 2025.

Madame Agnès THIBAL, Responsable du service Ecomobilité, a répondu à la question d'un délégué, en indiquant qu'il y aura 13 stations, dont la Rue des minimes, et 27 véhicules.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT à hauteur de 50.000 € HT pour l'année 2025 ;

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITÉ 35A AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE A CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La SA de HLM VALLOIRE HABITAT est propriétaire de la parcelle cadastrée section AR n°154 sise 35 A avenue de la République à Chambray-lès-Tours.

Une partie de cette parcelle est concernée par le projet de ligne de TRAMWAY. Il s'agit d'une emprise de forme de forme triangulaire située pour partie en façade de l'avenue de la République, à proximité du CHRU de Tours site Trousseau. Elle est à usage de trottoirs dans l'angle de l'avenue de la République et de la voirie d'accès au CHRU. Elle est en zonage UDa, zone mixte en renouvellement urbain.

Le 21 mars 2024 le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien d'une superficie alors estimée à 14 m², à 221 € soit 15,76€/m².

Le 29 juillet 2024, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de cette emprise foncière au prix net vendeur de 15,76€/m² €, libre d'occupation.

Le 19 février 2025, le pôle d'évaluation domanial a de nouveau estimé le bien d'une superficie alors estimée à 14 m², à 221 € soit 15,76€/m².

La superficie de l'emprise foncière a été précisée à 7 m² par document d'arpentage en cours de dépôt au service du cadastre.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a alors actualisé son offre au prix de 15.76 € le m² soit 110.5 € net vendeur.

Par courrier daté du 12 février 2015, reçu par le Syndicat des mobilités de Touraine le 15 avril 2025 la SA de HLM VALLOIRE HABITAT a accepté l'offre de vente.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il vous est proposé d'accepter cette vente aux conditions susmentionnées, et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude notariale de Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de SA de HLM VALLOIRE HABITAT d'une emprise de 7 m² environ dont la superficie sera spécifiée par document d'arpentage à intervenir issue de la parcelle située 35 A avenue de la République à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AR n°154, moyennant le prix net vendeur de 15,76€/m², soit 110,5 € net vendeur,
- de dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant.
- de dire que la rédaction de l'acte authentique sera confiée à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude de Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours.
- de dire que les frais d'actes notariés et de géomètre liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE LIEUDIT LA PAPOTERIE A CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'Association Syndicale de la Maisonneraie de la Papoterie est propriétaire de la parcelle cadastrée AW n°421 sise Lieudit La Papoterie (53 808 m²).

Une partie de cette parcelle est concernée par le projet de ligne de TRAMWAY. Il s'agit d'une emprise d'espace boisé classé, longiligne sur un linéaire d'environ 660 m avec

une profondeur d'environ 7,5 m, située en façade de la route de Loches. Elle est en zonage N qui correspond à la zone naturelle et limitrophe de zones urbanisées.

Le 1^{er} juillet 2024, le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dont la surface était alors estimée à 4 912 m², à 15 000 € soit 3,05 €/m².

La superficie de l'emprise foncière à acquérir a été finalement réduite à 4604 m² par document d'arpentage en cours de dépôt au service du cadastre.

Par courrier du 8 janvier 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé l'acquisition de l'emprise foncière, d'une superficie de 4604 m², au prix net vendeur de 3.05 € le m² soit 14 042 €, libre d'occupation, avec prise de possession différée au démarrage des travaux. Par ailleurs le Syndicat des mobilités de Touraine prendra en charge les travaux de reconstitution, avec dépôt des autorisations d'urbanisme y afférent suivants :

- Maintien de l'accès piétons et de son cheminement, conformément au chemin existant, mais selon des modalités techniques à conforter (inclinaison de la rampe, structure ...) ;
- Maintien d'une barrière à l'entrée du chemin piétons afin de freiner les éventuels cyclistes ;
- Pose d'un grillage souple sur tout le linéaire de la parcelle ;
- Plantation d'une haie sauvage le long de la parcelle.

Le 21 mars 2025, l'assemblée générale annuelle de l'Association Syndicale de la Maisonneraie de la Papoterie a approuvé, la cession aux conditions susmentionnées.

Il est précisé que les frais d'acte notarié et de géomètre liés à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des mobilités de Touraine.

Il vous est proposé d'accepter cette acquisition aux conditions susmentionnées, et de confier, et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude notariale de Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de l'Association Syndicale de la Maisonneraie de la Papoterie d'une emprise de 4604 m² dont la superficie sera spécifiée par document d'arpentage à intervenir environ issue de la parcelle située Lieudit La Papoterie à Chambray-lès-Tours et cadastrée section AW n°471, moyennant le prix net vendeur de 14 042 €,
- de dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation avec prise de possession différée au démarrage des travaux, et que, des travaux de reconstitution seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine (maintien de l'accès piétons et de son cheminement,

conformément au chemin existant, mais selon des modalités techniques à conforter -inclinaison de la rampe, structure...-, maintien d'une barrière à l'entrée du chemin piétons afin de freiner les éventuels cyclistes, pose d'un grillage souple sur tout le linéaire de la parcelle, plantation d'une haie sauvage le long de la parcelle sur l'emprise foncière restant propriété l'Association Syndicale de la Maisonnaie de la Papoterie) ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'acte authentique afférent à cette acquisition et tous les documents s'y rapportant.
- de dire que la rédaction de l'acte authentique sera confiée à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude de Maître Véronique GRIGUER, notaire à Chambray-lès-Tours et que les frais d'actes notariés, de géomètre et de travaux de reconstitution liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté la délibération avec l'abstention de Laurent RAYMOND.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITÉ 12 RUE DU DOYENNE A LA RICHE – LOT 14

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Madame Elisabeth GAUTHIER est propriétaire du lot numéro 14 situé au 12 rue du Doyenné à la Riche, sur la parcelle cadastrale AO 385.

Cet espace est à usage de fond de jardin et la parcelle cadastrale est classée en zone UPb au Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de la deuxième ligne de tramway impacte l'emprise de terrain sur une surface de 64m² à détacher de la parcelle cadastrale AO 385.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 17 mars 2025, à 6 200 €.

Une proposition a été transmise par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 29 juillet 2024, d'un montant de 6 200 € net vendeur, qui a été acceptée par la propriétaire le 6 avril 2025.

Des travaux de reconstitution aux frais du syndicat des Mobilités de Touraine sont nécessaires et consisteront en la reconstruction du mur de clôture en pierre dans le prolongement des murs plus au nord, la reconstruction d'un portillon sur l'avenue Pierre Mendès France, la restitution des plantations et espaces engazonnés.

Il vous est proposé d'accepter cette offre et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude notariale de La Riche.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Madame Elisabeth GAUTHIER du bien sis à La Riche, 12 rue du Doyenné, constituant une emprise de 64m² à détacher de la parcelle cadastrale section AO numéro 385, lot numéro 14, au prix de six mille deux cent euros (6 200 €).
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir dont la rédaction sera confiée à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude de Maître TRIQUET, notaire à la Riche.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE 12 RUE DU DOYENNE A LA RICHE – LOTS 7,8 ET 9

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Monsieur Eric GAUTHIER est propriétaire des lots privatifs 7,8 et 9 situés au 12 rue du Doyenné à la Riche, sur la parcelle cadastrale AO 385.

Ces espaces sont utilisés comme place de stationnement et la parcelle cadastrale est classée en zone UPb au Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de la deuxième ligne de tramway impacte l'emprise de terrain sur une surface de 39m² à détacher de la parcelle cadastrale AO 385.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien, dans un avis en date du 07 mars 2025, à 7 100 €.

Une proposition a été transmise par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 29 juillet 2024, d'un montant de 7 000 € net vendeur.

En l'absence de réponse de leur part, une nouvelle proposition a été transmise par le Syndicat des Mobilités de Touraine d'un montant de 7 700 €, laquelle a été acceptée par le propriétaire le 11 mars 2025.

Il vous est proposé d'accepter cette offre et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude notariale de La Riche.

Il est précisé que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition auprès de Monsieur Eric GAUTHIER du bien sis à La Riche, 12 rue du Doyenné, constituant une emprise de 39m² à détacher de la parcelle cadastrale section AO numéro 385, lots n°7,8 et 9, au prix de sept mille sept cent euros (7 700 €).
- de dire que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer toutes les pièces afférentes à la présente délibération, ainsi que tout acte authentique à intervenir dont la rédaction sera confiée à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude de Maître TRIQUET, notaire à la Riche.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACQUISITION D'OPPORTUNITE 3 RUE PAUL BERT A LA RICHE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Madame ROCHERON Ludivine et Monsieur FOREST Warren sont propriétaires de la parcelle cadastrée AP 554, d'une surface de 63m², située 3 rue Paul Bert à La Riche.

Le projet de la deuxième ligne de tramway impacte cette parcelle, en nature de terre, sur laquelle est présente un mur de clôture et un portail permettant aux propriétaires d'accéder à leur maison d'habitation.

Ainsi, en parallèle de l'acquisition, des travaux de reconstitution seront à prévoir aux frais du Syndicat des Mobilités de Touraine, relatifs à la reconstruction d'un mur identique à l'existant, le repositionnement du portail existant automatisé, le déplacement des réseaux et compteurs en limite de propriété.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a adressé le 23 octobre 2023, une proposition d'acquisition aux propriétaires à hauteur de 17 000 €, conforme à l'estimation rendue par le pôle d'évaluation domaniale du 29 novembre 2021.

Les propriétaires ont formulé une contre-proposition le 24 février 2025 à hauteur de 18 700 €, qui a été acceptée par le Syndicat des Mobilités de Touraine le 19 mars 2025.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé cette emprise le 17 mars 2025 à 19 018 €, incluant 2 638 € au titre d'une indemnité de dépossession.

Il vous est proposé d'accepter cette offre et de confier la rédaction du futur acte de vente à l'étude notariale, située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude notariale de La Riche,

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée AP 554 d'une superficie de 63m² située 3 rue Paul Bert à la Riche, propriété de Madame Ludivine ROCHERON et Monsieur Warren FOREST, au prix net vendeur de 18 700 €,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer les actes authentiques afférents à cette transaction immobilière dont la rédaction sera confiée à l'étude notariale située géographiquement la plus proche du bien vendu, soit à l'étude de Maître TRIQUET, notaire à la Riche,
- de dire que les frais de géomètre et d'actes notariés liés à cette opération sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ **Signature des arrêtés suivants :**

- **Arrêté 2025/09** : Cession de vélos lots 5 et 6
- **Arrêté 2025/10** : Arrêté emprunt BEI - Second tirage au titre du Contrat de financement N° FI93-385 / FR conclu entre le Syndicat des Mobilités de Touraine et la Banque Européenne d'investissement (ci-après, « BEI » ou le « Prêteur ») le 3 juillet 2023
- **Arrêté 2025/11** : Désignation d'un représentant titulaire de l'Association pour le Développement des Transports collectifs en Touraine (ADTT) comme membre du collège de représentants d'associations d'usagers ou d'habitants au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/12** : Désignation d'un représentant suppléant de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC) Que Choisir, au collège de représentants d'associations d'usagers ou d'habitants au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/13** : Désignation d'un représentant titulaire de l'Université de Tours comme membre du collège de représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- **Arrêté 2025/14** : Désignation d'un représentant suppléant de l'Université de Tours, membre du collège de représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés au Comité des partenaires du Syndicat des Mobilités de Touraine.

➤ **Signature des marchés du Syndicat des Mobilités de Touraine**

Numéro de marché	Attributaire	Objet	Montant en € HT	Date de notification
25TR001	PROTECTAS	AMO Assurance responsabilité civile et risques annexes du Syndicat des Mobilités de Touraine	1200 €	11/04/2025

➤ **Signature des marchés du Syndicat des Mobilités de Touraine passés par le biais de la CATP (centrale d'achat du transport public) :**

Marché subséquent n°2023-39-E8-02 « Mise à disposition d'un catalogue multi-éditeurs de logiciels, d'applications, de matériels associés, comprenant leur fonctionnement, leur maintenance pour la gestion de la circulation, des mobilités actives, des mobilités partagées, du stationnement et la connaissance des déplacements » (Marché « Acquisition du logiciel Mobility Metrix ») notifié au titulaire AGOBA SERVICES le 22/04/2025 (marché lié à l'accord-cadre n°2023-39)
Montant de l'engagement de commande n°1 du marché : 92 389.12 € HT

Madame Soazic LE GUEN, Directrice du Syndicat des Mobilités de Touraine, a indiqué que ce logiciel permet de modéliser les flux et les parts modales sur le territoire, évitant ainsi le recours à une enquête ménages ou à une enquête Fréquence +.


Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a pris acte.

Le Comité s'est achevé à 17h30

La Secrétaire de séance,



Alain BENARD

Le 1^{er} Vice-Président,



Christophe BOULANGER

